

Proposition de loi sécurité globale : La démocratie éborgnée

17 novembre 2020



Le projet de loi « sécurité globale » en cours

d'examen parlementaire à compter du 17 novembre s'ajoute à la longue liste des textes liberticides. Profitant d'un contexte anxio-gène du fait des attentats et de la situation sanitaire, le ministre Darmanin a décidé de « muscler » ce qui était au départ une proposition de loi sur la police municipale et la sécurité privée. Dans des proportions telles que les rapporteur-es de l'ONU qui veillent au respect des droits de l'homme et des libertés publiques viennent d'adresser en urgence à Macron un courrier de mise en garde dans lequel ils ne mâchent pas leurs mots. Pour ces derniers, en effet ce projet « *porte une atteinte disproportionnée à de nombreux droits, libertés fondamentales et principes généraux de droit, de manière non conforme aux obligations énoncées dans les traités internationaux, essentiellement relatives au droit*

à la vie privée, à la liberté de réunion pacifique, à la liberté d'expression et au principe de responsabilité pénale pour violation des droits de l'homme. » A vrai dire, de la défenseure des droits jusqu'à l'ONU, l'alerte est générale pour les droits démocratiques !

C'est que Darmanin, répondant aux injonctions des syndicats de policiers, n'y va pas de main morte. S'ajoutant à l'octroi à la police municipale de nouvelles prérogatives judiciaires, un accès direct au Parquet et la possibilité d'effectuer des relevés d'identité et pour le secteur de la sécurité privée, la suppression de l'obligation d'accréditation pour procéder à des palpations de sécurité, d'importantes régressions pour les libertés fondamentales sont programmées. Ainsi des vidéos par caméras embarquées des forces de l'ordre qui pourront être transmises en direct dans les salles de commandement pour être exploitées on imagine grâce à la reconnaissance faciale. Mais également l'utilisation des drones munis de vidéos et pas seulement lors des manifestations et enfin l'interdiction de fait de pouvoir filmer les forces de l'ordre en opération de maintien de l'ordre complètent un dispositif répressif sans précédent.

Il ne faut surtout pas laisser ce projet passer ! Au prétexte de sécurité (uniquement des forces de l'ordre), c'est au droit fondamental d'exprimer et de manifester ses opinions dans l'espace public que le pouvoir de Macron continue de s'en prendre violemment. Tout cela s'imbrique parfaitement avec le nouveau schéma national de maintien de l'ordre et le livre blanc sur la sécurité lesquels, tout en la niant, légalisent l'utilisation de la violence policière à l'égard des mouvements sociaux et dans les quartiers populaires. Finie la documentation indispensable des violences policières, **bienvenue dans un monde policier où la brutalité et l'impunité de la police régneront en maître**. Où la peur de l'espace public et la défiance de l'autre seront la norme : soit, au lieu de le combattre, ce que recherche précisément l'immonde dont la folie meurtrière a encore endeuillé de Conflans Ste Honorine à Kaboul nos populations et pays ces dernières semaines.

Ne les laissons pas faire. Partout participons et construisons les rapports de force pour protéger nos droits et nos libertés fondamentales. Le pouvoir veut ériger la peur et la surveillance généralisée, érigeons partout la solidarité, la justice et le partage, seules valeurs à même de rendre pérenne paix, liberté et prospérité.

Rassemblons-nous et manifestons notre colère dès ce jour, 17 novembre et après pour mettre à terre ce projet liberticide et tous ces dispositifs qui étouffent nos libertés.

Lire aussi : [Voir notre série de visuels consacrés à ces aspects](#)

- [Emplacement : PRESSE > Communiqués >](#)
- [Adresse de cet article :](https://solidaires.org/Proposition-de-loi-securite-globale-La-democratie-eborgnee)
<https://solidaires.org/Proposition-de-loi-securite-globale-La-democratie-eborgnee>